Lesedi

Lettre d'information de l'IFAS - Recherche
No.4 Février 2006

IFAS - INSTITUT FRANÇAIS D'AFRIQUE DU SUD

2006 : un nouvel élan

Deux colloques internationaux très réussis ont occupé une place de choix dans la programmation de l'IFAS au second semestre 2005 : un colloque de littérature africaine comparée à l'Université de Johannesburg — une première marquée par les excellentes conférences publiques de Jacques Chevrier, Pierre Halen, Romuald Fonkoua et Janice Splith — et un colloque IFAS – FAO – CIRAD - LSE sur « Conflits et réforme foncière en Afrique » à l'Université de Pretoria qui a réuni les meilleurs spécialistes mondiaux de la question devant un large auditoire d'universitaires, de diplomates et de représentants des organismes internationaux.

La **clôture du programme « Privatisation de la sécurité dans les villes d'Afrique sub-saharienne »** s'est déroulée à l'IFRA d'Ibadan, Nigéria, et a donné lieu à une conférence publique et un atelier de travail sur la publication à venir particulièrement fructueux. Cette initiative reposant sur une collaboration entre trois des Instituts du continent est à saluer. Le second semestre a également été l'occasion de confirmer la participation de l'IFAS à deux groupements de recherche internationaux (**GDRI du CNRS**), l'un sur l'accès et les usages des Nouvelles Technologies dans les Suds, l'autre sur la gestion des villes d'Afrique de 1945 à nos jours, avec le recrutement très prochain de jeunes docteurs sud-africains sur des bourses post-doctorales IFAS.

Le **programme Education** de l'IFAS a été approuvé par le CNRS en tant que Programme International de Coopération Scientifique (PICS). L'appel à candidatures **pour le programme transversal « Mutations démocratiques** dans les pays émergents : comparaisons Amérique – Afrique – Asie 1990 - 2005 » que l'IFAS coordonne a reçu des projets du CEMCA de Mexico, du CEDEJ du Caire, du CSH de New Delhi et de l'IFP de Pondichéry en plus de deux projets du HSRC pour l'Afrique du Sud. Quant à **l'appel à projets annuel de l'IFAS**, il a reçu un nombre sans précédent de demandes (plus de 70) avec une diversification régionale notable. Signalons enfin qu'un nouveau programme de recherche portant sur **Migration, transit et transformation urbaine en Afrique australe** (Johannesburg, Lubumbashi, Maputo) sera lancé en janvier. Une présentation détaillée est donnée plus loin dans ce numéro.

Le champ de **l'histoire et de l'archéologie**, bénéficiant de la présence de **François-Xavier Fauvelle-Aymar**, chercheur CNRS, est également en pleine effervescence. Après la présentation remarquée de Jean-Loïc **Le Quellec**, CNRS, en novembre dernier à Wits, deux **colloques internationaux importants**, l'un sur Henri Breuil et l'Afrique, l'autre clôturant le programme Archives Khoesan, auront lieu en 2006. A ceci s'ajouteront des formations aux techniques d'analyse lithique qui, à travers la venue de spécialistes du domaine, permettront l'initiation de chercheurs seniors et juniors sud-africains à ces méthodologies bien développées dans l'archéologie française. Enfin, un **cycle de séminaires** consacré aux usages idéologiques du passé explorera des thèmes comme les usages de la généalogie, l'hétérogénéité des sources de l'archéologie historique africaine ou les liens entre Moyen-Age et construction nationale.

Ceci donne un aperçu de l'engouement de la recherche française pour cette région du continent et de la vitalité des activités, en grande partie le fruit du travail acharné de jeunes chercheurs.

Une excellente année 2006 !

Aurelia Wa Kabwe – Segatti
Directrice scientifique

tribute

L'IFAS souhaite rendre hommage à **Jean-Pascal BOTELLA**, attaché de coopération pour le français, disparu brutalement le 12 janvier 2006.

L'IFAS avait collaboré avec Jean-Pascal plus spécifiquement à l'occasion du colloque de littérature africaine comparée à l'Université de Johannesburg en novembre 2005. Collègue d'une exceptionnelle chaleur humaine, Jean-Pascal Botella était très apprécié dans le milieu universitaire des études de français. Il nous manque déjà beaucoup à tous. L'IFAS souhaite témoigner sa solidarité à l'ensemble de ses proches.

sommaire

Editorial,
par Aurelia WA KABWE-SEGATTI 1

Programmation scientifique
2004-2006- 2ème semestre 2005 2

L'IFAS-Recherche en événements 5

Missions IFAS – Recherche
Publications récentes 7

A ne pas manquer en Afrique australe 9

magazine*

- **Mineurs et programmes** de dépistage et de soins du VIH/SIDA *par Judith HAYEM* **10**
- **Connaissance du zoulou** et langues à l'école *par Michel LAFON* **11**
- **Valorisation de la biodiversité, développement rural et écotourisme :** Une goutte d'eau dans l'océan? *par Renaud LAPEYRE* **13**
- **Les migrants mozambicains à Johannesburg** *par Dominique VIDAL* **14**

IFAS/IRD/CNRS **15**

Calendrier et liste des publications

Directrice de la rédaction :
Aurelia WA KABWE-SEGATTI
Responsable de la publication :
Nuno AFONSO
Traducteur :
Laurent CHAUVET

Les opinions et points de vue exprimés ici relèvent de la seule responsabilité de leurs auteurs.

contact

Institut Français d'Afrique du Sud
Recherche
PO Box 542
Newtown 2113
JOHANNESBURG

Tel.: +27 11 836 05 61/2/4
Fax: +27 11 836 58 50

Email: secretariatrecherche@ifas.org.za
www.ifas.org.za/research

Institut Français d'Afrique du Sud

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AMBASSADE DE FRANCE EN AFRIQUE DU SUD
THE EMBASSY OF FRANCE IN SOUTH AFRICA

* Lesedi : terme qui signifie « connaissance » en sesotho.

programmation scientifique en cours 2004-2006

2nd semestre 2005

Nouveau programme sur Migration, transit et transformation urbaine en Afrique australe : Johannesburg, Lubumbashi, Maputo

En partenariat avec le Forced Migration Studies Pogramme (FMSP) de l'Université du Witwatersrand (Johannesburg), l'IFAS a répondu à un appel d'offres du Ministère des Affaires étrangères relayé par le CEPED (Centre d'Etudes Population et Développement) portant sur la mise en place d'un programme de recherche sur les migrations internationales. Reposant sur une équipe pluridisciplinaire et internationale regroupant le laboratoire URMIS-SOLIIS de l'Université de Paris 7, l'Université de Lille 3, les universités Eduardo Mondlane (Maputo) et de Lubumbashi (R.D.C.), ce programme, coordonné par Loren Landau du FMSP, s'intéressera aux relations entre migration, transit et transformation urbaine dans ces trois villes d'Afrique australe.

La meilleure connaissance des réseaux migratoires, leur impact sur les politiques locales et en retour la transformation des stratégies des migrants selon les modalités changeantes de l'accueil seront les principaux axes de recherche de ce programme. On constate en effet depuis la fin de l'apartheid une modification profonde des systèmes migratoires régionaux qui transforment, en les réutilisant et en les remplaçant parfois, les migrations historiques de main-d'œuvre. En alliant des données quantitatives de première main à des analyses qualitatives contextualisées, ce projet aura pour objectif d'explorer comment les politiques et les pratiques administratives influencent et sont influencées par les migrations vers et entre les centres urbains d'Afrique australe. Un travail de recherche en équipe rassemblant des chercheurs de Johannesburg, Lubumbashi et Maputo, explorera les relations entre migrations internationales et urbanité afin d'affiner le profil des migrants qui s'installent dans les villes de la région et de mieux comprendre les défis institutionnels que présente cette mobilité humaine, les liens transnationaux entre les trois villes et les nouvelles configurations sociales produites par la convergence de ces populations disparates.

Le partenariat avec le FMSP sur ce programme s'inscrit dans un ensemble d'actions de recherche, de formation et de partenariats destinés à ouvrir une nouvelle thématique structurante, celle des migrations internationales, dans la programmation de l'IFAS à partir de 2006.

Programme transversal sur Mutations démocratiques dans les pays émergents : comparaisons Amérique– Afrique – Asie, 1990 – 2005

A l'initiative du Ministère des Affaires étrangères, ce programme a pour vocation de faire travailler le réseau des centres de recherche français sur une thématique commune favorisant ainsi les croisements comparatifs entre deux ou plusieurs régions et les échanges méthodologiques. L'appel d'offres lancé en novembre incitait les équipes à revisiter les phénomènes observés sur leurs différents terrains et communément regroupés sous la notion de « démocratisation ». La relation parfois mécanique instaurée entre décollage économique et transition démocratique s'est vue largement démentie dans le courant des années 1990 par l'avènement de la démocratie dans de nombreux pays pauvres. Les interrogations posées par l'adoption de cadres constitutionnels assurant l'expression de la pluralité dans des contextes post-nationaux de construction de l'Etat ; la participation confrontant des acteurs aux ressources inégales ; la gestion du pluralisme et l'articulation des identifications individuelles, communautaires ou factionnelles au politique et une analyse des dynamiques évitant les pièges d'une vision téléologique de la démocratie comme un but à atteindre ; tels sont les questionnements guidant les projets s'inscrivant dans ce programme.

Six projets ont été présentés émanant de quatre régions différentes : « Les mutations des processus électoraux, de la participation politique et de la démocratie au Mexique et en Amérique centrale : Contribution à une géographie électorale comparée de l'Amérique latine », présenté par Willibald Sonnleitner (CEMCA Mexico-Guatemala) ; « La fabrique des élections » présenté par Frédéric Vairel (CEDEJ Caire) ; « India's democratic renewal in question » présenté par Stéphanie Tama Lawa – Rewal (CSH New Delhi) ; « Institutionalising Indian Medicines : Challenges to Governance and Sustainable Development » présenté par Laurent Pordié (IFP Pondichéry) ; « Democratic consolidation in cosmopolitan societies. A comparative project between South Africa, Brazil and India » présenté par Ivor Chipkin (HSRC – IFAS) et « Questioning the place of local participation in a democratising country. « Decentralisation, local councillors and civil society in post-apartheid Cape Town and Johannesburg » présenté par Claire Bénit-Gbafou et Christine Fauvelle-Aymar (HSRC – IFAS).

Les travaux commenceront dès janvier 2006. Une plateforme interactive sera mise en place afin de permettre les échanges entre les équipes impliquées dans ce programme et un colloque de clôture permettant de croiser les résultats se tiendra en 2007.

Privatisation de la sécurité dans les villes d'Afrique subsaharienne

Après deux années de recherche, le programme « Privatisation de la sécurité dans les villes d'Afrique subsaharienne », qui réunit 19 chercheurs de six pays, est actuellement dans sa phase finale. Les dernières missions sur le terrain ont été effectuées sur les partenariats police-communauté-compagnie privée de sécurité et les modes de structuration communautaire à Johannesburg (Claire Bénit), les identités territoriales et les réponses sécuritaires dans les quartiers « blancs » du Cap (Marianne Morange et Sophie Didier), et la privatisation de la sécurité et les configurations spatiales à Sao Paulo dans une perspective comparative avec Johannesburg (Delphine Sangodeyi). Les recherches sur Maputo, coordonnées par Fabrice Folio (Univ. de La Réunion), se sont également poursuivies avec l'octroi de bourses de recherche de l'IFAS et du SCAC Maputo à de jeunes chercheurs mozambicains sur les thèmes de la violence urbaine et du développement des communautés fermées à Maputo. Enfin, le travail d'analyse quantitative et qualitative du phénomène d'enclosure à Johannesburg (road closures) fondé sur un Système

d'Information Géographique (SIG) a été mené à bien par un chercheur de l'université d'Ibadan, Seyi Fabiyi, accueilli pendant quatre mois à l'IFAS en qualité de boursier post-doctorant.

Au cours de cette phase finale, la valorisation des résultats de recherche est en cours. Les études de cas de Johannesburg et du Cap ont été présentées lors du séminaire « Critical Cities (1): Fear, territory and control » conjointement organisés par l'IFAS et la Wits University en août 2005. Une conférence internationale et un atelier de restitution, coordonnés par Elisabeth Peyroux, Claire Bénit et Seyi Fabiyi avec le soutien financier de l'IFRA-Ibadan, de l'IFAS et de l'IFRA-Naïrobi, se sont tenus à Ibadan (Nigéria) du 20 au 26 novembre 2005. Ils ont réuni la quasi-totalité des partenaires français et africains ayant participé au programme. On peut estimer que cet atelier a été réellement fructueux, permettant de transcender les clivages disciplinaires, les spécificités régionales et les différences d'approche méthodologique.

L'IFAS et l'IFRA Ibadan se sont engagés à soutenir les différents aspects (traduction, édition, subvention éditeur) liés à la publication de l'ouvrage ainsi qu'à encourager les autres types de valorisation des résultats de ce programme (dossier spécial dans revue à comité de lecture TRIALOG en préparation). Il pourrait être intéressant d'identifier un éditeur représenté aussi bien au Nigéria qu'en Afrique du Sud et au Kenya.

Les recherches sur le thème de la sécurité se poursuivront néanmoins dans un cadre de coopération renouvelé, en particulier au sein du GDRI « Governing African cities: law, local institutions and identities since 1945 » coordonné par Laurent Fourchard (CEAN) et soutenu par le CNRS (France), et du programme interdisciplinaire « Les risques en Afrique: conditions de vie, pouvoirs, travail (2007-2010) », coordonné par la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine (MSHA).

L'Afrique australe et la crise zimbabwéenne: étude comparée des politiques foncières dans les régimes constitutionnels des luttes de libération et post-libération

Ce programme, entamé fin 2003 et co-coordonné par Chris Alden (LSE) et Ward Anseeuw (CIRAD/Université de Pretoria), arrivera à terme en 2006. Sauf pour le Mozambique, tous les travaux de recherche sur le terrain (en Afrique du Sud, au Botswana et en Namibie) ont été ahevés. Les résultats sont actuellement en rédaction et la publication (chez James Currey) de l'ensemble des résultats est prévue pour le premier trimestre 2006 (une fois que le travail de terrain au Mozambique aura été complété). Les objectifs principaux de cette publication sont (1) l'identification des différentes politiques domestiques et régionales mises en œuvre, relatives à la question foncière depuis la crise du Zimbabwe, et (2) la description et l'analyse des facteurs déterminants de cette crise. En bref, la thèse centrale de ce projet de recherche est que la nature du régime – analysée à travers ses institutions, le développement de ses politiques et sa politique économique plus générale – représente le facteur déterminant qui permet de comprendre l'élaboration des politiques de réforme foncière dans les États de l'Afrique australe confrontés à la crise du Zimbabwe.

Une conférence internationale a été organisée à Pretoria, les 28 et 29 novembre 2005, intitulée « Les politiques foncières en Afrique : Politiques domestiques, gestion de crises et normes régionales ». Vingt-cinq communications sélectionnées par un comité international, couvrant les questions foncières de 19 pays africains, ont été présentées. Elles couvraient six thèmes : i) Conflits fonciers ethniques et indigènes ; ii) Construction d'État, normalisation post-conflictuelle et élites ; iii) Réconcilier 'traditionalisme' et 'modernité' : insécurité, privatisation, marginalisation et minorités ; iv) Sécurité foncière et de la tenure urbaines ; v) Utilisation des sols, gestion des ressources et conflits ; vi) Portées régionales des conflits fonciers et des normes changeantes. Cette conférence a été parrainée par l'IFAS, le LSE, la FAO, l'UP, le CIRAD et les ambassades de France à Pretoria, Maputo, Harare et Windhoek.

Archives Khoesan

Co-dirigé, depuis début 2005, par François-Xavier Fauvelle-Aymar (historien CNRS, mis à disposition de l'IFAS) et Karim Sadr (archéologue, senior lecturer à Wits University), le programme « Archives Khoesan » a poursuivi son exploration pluridisciplinaire de l'histoire longue des Khoesan. Au cœur de ce programme, une mission internationale de deux semaines intitulée « Pastoral Landscape in the Berg River Valley » a eu lieu en avril 2005. L'objectif de cette mission était de mettre à profit les ressources conjuguées du survey archéologique, de la cartographie ancienne et actuelle, de la micro-toponymie et des récits de voyage, pour aboutir à une nouvelle lecture du paysage ethnique, écologique et économique de l'Afrique du Sud coloniale. La mission a livré des résultats exceptionnels, confirmés par des datations C14, en particulier l'identification, pour la première fois, d'un kraal (campement) khoekhoe, découverte qui permet de poser en de nouveaux termes la question de la signature archéologique des populations d'éleveurs et plus généralement celle de l'histoire du peuplement de l'Afrique du Sud. La mission sera reconduite en 2006. Le programme « Archives Khoesan » a également permis d'organiser un séjour de formation en France pour une étudiante sud-africaine, Alitta Motlaung, qui a pu effectuer deux stages en chantiers de fouille durant l'été 2005, et la venue en France de Karim Sadr invité à prononcer la conférence inaugurale des XXVIe rencontres internationales d'archéologie et d'histoire d'Antibes, en octobre 2005. De son côté, Jean-Loïc Le Quellec a été invité à effectuer une mission en Afrique du Sud et à prononcer une conférence à Wits. Cela fut aussi l'occasion d'organiser à l'IFAS une soirée de lancement de son ouvrage sur l'art rupestre africain (Art rupestre et mythologie en Afrique, Flammarion, 2005), réalisé en partie grâce au soutien du programme. Parmi les autres publications récentes liées au programme, signalons : Karim Sadr, « Un néolithique pour l'Afrique australe », Afrique & Histoire, n° 4 (octobre 2005). Sont programmés pour 2006, outre la participation de plusieurs chercheurs français au colloque d'archéologie de l'ASAPA, la venue de trois étudiants toulousains dans le cadre de master ou de thèse d'archéologie historique ou anthropologique.

Bourse post-doctorale GDRI NETSUDS

L'IFAS-Recherche, le Groupement de Recherche Internationale (GDRI) Netsuds – "TIC et développement dans les Suds", le CEAN et le CSIR Pretoria ont invité des chercheurs titulaires d'un doctorat en Sciences Humaines et Sociales (ou envisageant de défendre leur thèse fin 2006/début 2007) à postuler à une bourse pour l'année scolaire 2006. La bourse permettra au candidat choisi (recrutement en mars) de passer trois mois dans un centre de recherche en Afrique du Sud, trois mois à l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux IV, et enfin six mois au Council for Social and Industrial Research. De plus, le candidat pourra acquérir une expérience dans la recherche dans deux universités, l'une sud-africaine, l'autre française, et participer à un réseau de recherche international pluri-disciplinaire. Pour plus de renseignements, voir www. ifas.org.za/research

Présentation du GDRI NETSUDS

Le Groupement de Recherche International NETSUDS offre des analyses comparatives et pluri-disciplinaires sur les politiques et les modes d'utilisation et d'appropriation des TIC en Afrique australe. Mêlant des méthodologies géographiques, politiques et socio-économiques, le GDRI se focalise sur les processus de diffusion et d'utilisation des TIC - de la ligne de téléphone fixe à Internet, des réseaux aux usages, du niveau local jusqu'à l'échelle internationale – et sur leur contribution au « développement » de ces pays, en accordant une attention toute particulière aux conséquences économiques et aux dynamiques sociales et géographiques.

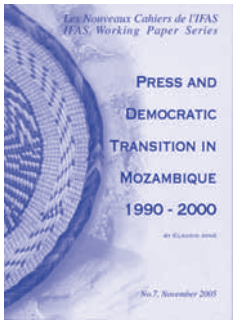
Bourse post-doctorale GDRI VILLES

L'IFAS, le GDRI « Gouverner les villes d'Afrique: lois, institutions locales et identités citadines depuis 1945 », le CEAN et l'Université de Stellenbosch invitent des chercheurs titulaires d'un doctorat en sciences humaines et sociales à postuler à une bourse pour l'année universitaire 2006. Cette bourse, offerte par l'IFAS et le GDRI « Villes », permettra au candidat retenu de passer six mois (de février à août 2006) au sein d'un centre de recherche en Afrique du Sud partenaire du GDRI et trois mois (de septembre à décembre 2006) dans le laboratoire CEAN de Bordeaux. Elle permettra au candidat d'acquérir une expérience de chercheur dans une université sud-africaine et française et de faire l'apprentissage de la gestion d'un programme de recherche international et pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales. Pour plus de renseignements, voir www. ifas.org.za/research

Présentation du GDRI VILLES

Le CEAN et le département de sociologie de l'Université de Stellenbosch (Afrique du Sud), ont mis en œuvre un Programme International de Coopération Scientifique (PICS) financé par le CNRS et la National Research Fundation (NRF) intitulé « Urbanisation, gouvernement local et citoyenneté dans les villes d'Afrique ». Ces collaborations ont incité les responsables de ce programme à approfondir le débat sur cette thématique et à étendre les échanges scientifiques à d'autres partenaires africains, européens et américains, dans l'objectif de mettre en place un groupement de recherche international (GDRI) financé par le CNRS et la NRF. « Gouverner les villes d'Afrique : lois, institutions locales et identités urbaines depuis 1945 » est la thématique de ce projet pluridisciplinaire fait appel notamment à la science politique, à la sociologie, à l'histoire mais aussi au droit, à la géographie et à l'anthropologie. Ce projet a pour ambition d'étudier les stratégies par lesquelles les gouvernements nationaux et locaux ont tenté d'imposer leur vision de la ville et d'identifier les manières dont les citadins ont inventé un nouvel ordre urbain par la création d'institutions locales alternatives, légales et non légales. Ce réseau rassemble treize institutions de recherche en Europe et en Afrique et plus de cinquante chercheurs.

publications récentes



JONE, Claudio, 2005, Press and democratic transition in Mozambique 1990-2000, *Les Nouveaux Cahiers de l'IFAS / IFAS Working Paper Series, N°7.*

L'évolution historique de la presse mozambicaine est ici mise en corrélation avec l'évolution du contexte politique national. Quel rôle a joué la presse sous le régime autoritaire ? Comment a-t-elle accompagné la transition démocratique ? Comment les discours médiatiques ont-il contribué à façonner une vision des événements politiques ?

Ces nouveaux Cahiers de l'IFAS répondent à ces questions de fond, en s'appuyant sur une analyse très approfondie des relations tricéphales médias-pouvoir-opinion publique, dans le contexte de transition démocratique mozambicaine des années 90. A l'horizon pointe ainsi la question de l'expansion d'une presse mozambicaine indépendante comme condition sine qua non du développement démocratique du pays.

GUILLAUME P., PEJOUT N., WA KABWE-SEGATTI A. (Dir.), 2004, L'Afrique du Sud dix ans après: transition accomplie? *Paris, IFAS-Khartala.*

Une version remaniée de l'ouvrage en anglais paraîtra dans le courant du premier semestre 2006 aux *Nouveaux Cahiers de l'IFAS.*

GERMAIN, Eric, Un *« islam du Cap »* ? A la recherche d'une identité musulmane sud-africaine (titre provisoire), 1860-1994, co-édition IFAS- Karthala. A paraître début 2006.

Le propos de cet ouvrage est d'étudier comment la ligne de fracture entre *«Malais»* et *«Indiens»* est apparue et s'est développée, dans un contexte de mise en œuvre d'une politique de ségrégation raciale, avant d'être combattue sous le régime de l'apartheid au nom d'une identité pan-ethnique de *«musulman sud-africain»*. S'inscrivant dans un cadre historique, l'auteur adopte une vision dynamique de l'identité. De *«l'identité pan-ethnique de musulman du Cap»* (1860-1902) à *«l'affirmation des idéologies ségrégationnistes et communautaires (1903-1942) jusqu'à «une identité de musulman sud-africain face à l'apartheid»* (1943-1994), l'ouvrage fait ressortir in fine les problématiques liées à l'identité musulmane dans la nouvelle Afrique du Sud, entre assimilation et clivages ethniques.

RICHARD, Jean-Pierre, 2005, en collaboration avec Denise Godwin, rédactrice de l'AFSSA. TRANSLATION – TRANSNATION 1994-2004 Dix ans d'échanges littéraires entre l'Afrique du Sud et la France, *Les Nouveaux Cahiers de l'IFAS / IFAS Working paper Series*, N°6.

La traduction est-elle, comme l'affirme Umberto Eco, l'avenir d'une humanité post-Babel ? Quel est le bilan du multilinguisme dans le contexte historique post-apartheid?

Ce numéro spécial, exceptionnellement bilingue, traite les questions de traduction littéraire entre l'Afrique du Sud et la France. A la lumière des réflexions menées lors du colloque de Johannesburg en mars 2004, traducteurs, auteurs, critiques et écrivains tels que Catherine Lauga du Plessis, Alain Ricard, Donald Moerdijk ou Chenjerai Hove échangent leurs expériences, confrontent leurs expériences et s'interrogent sur les dimensions fusionnelles et créatives de l'écriture et de la traduction.

L'IFAS recherche en événements

3 août 2005 : Atelier intitulé *« **Regards critiques sur la ville: peur, territoire et contrôle** ».*

Co - organisé par l'IFAS et la School of Geography, Archaeology and Environmental Studies de l'Université du Witwatersrand, cet atelier s'est déroulé à l'Université du Witwatersrand et a donné lieu à quatre interventions : Claire Bénit (Univ.d'Aix-Marseille) sur « Reprendre le contrôle de son environnement: utilisations et abus de la surveillance communautaire dans les quartiers de Johannesburg » ; Oluseyi Fabiyi (Univ. of Ibadan, Nigéria / post-doctorant Ifas) sur « Vue d'ensemble du contrôle informel de la criminalité et efficacité collective dans les quartiers à enclos : exemples en Afrique du Sud et au Nigéria » ; Sophie Didier et Marianne Morange (Univ. Paris XIII) ont présenté une communication sur les « Discours sur la rue, les territoires et la sécurité à Cape Town, 2000-2005 ». Enfin, l'atelier a été conclu par une intervention de Teresa Dirsuweit (Dept. of Geography, Univ. Witwatersrand) sur « La production de la peur et de la sécurité : étude de cas des fermetures des rues à Johannesburg ». Cet atelier est l'objet d'un projet de publication dans Urban Forum début 2006.

1er septembre 2005 : Présentation par **Dominique Vidal** (sociologue de l'Université de Lille 3): *« Les politiques et la formation de l'identité : Réflexions sur le travail de terrain mené parmi les migrants mozambicains à Johannesburg.»*

Dominique Vidal, maître de conférences, a effectué cette présentation dans le cadre des déjeuners-séminaires organisés par le Forced Migrations Studies Programme de l'Université du Witwatersrand. (Voir l'article de Dominique Vidal dans ce numéro, rubrique Magazine)

14 septembre 2005 : Présentation du travail de thèse de Noémie Paulina Berumen - Colin, doctorante (Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux – Centre d'Etudes d'Afrique Noire – IFAS).

Paulina Berumen a présenté le résultat de son terrain de cinq mois sur Les politiques de sécurité alimentaire et foncière en Afrique du Sud, étude de cas de Sekororo, province du Limpopo.

Selon la politique officielle du gouvernement sud-africain, la redistribution des terres et les réformes de restitution doivent contribuer à la sécurisation de l'alimentation en Afrique du Sud. (Integrated Food Security and Nutrition Programme, Working Paper, 2004). Cependant, les premiers résultats de l'étude de cettte doctorante tendent à démontrer que la redistribution et la restitution n'ont pas d'impact réel sur l'accès à une sécurité alimentaire adéquate et durable. Le cas de Sekororo illustre les limites des politiques de restitution et de redistribution foncières. Les phénomènes de « Garden Houses » et de « Communal Gardens » émergent en tant que ressource la plus accessible pour les populations pauvres. Pourtant, ces phénomènes soulèvent également de sérieux problèmes de renouvellement sur le long terme.

19 septembre 2005 : Conférence à l'Université de Johannesburg de **Barbara Cassin**, Collège International de Philosophie, Paris : Tirer le meilleur parti de la diversité linguistique : croiser les expériences européennes et sud-africaines dans la traduction de l'intraduisible. Evénement organisé par l'IFAS, DIBUKA et le département de Philosophie de l'Université de Johannesburg.

Directeur de recherche en philosophie au CNRS et membre du Collège international de Philosophie, Barbara Cassin a présenté une analyse de l'ère post-Babel. A la lumière de son récent ouvrage Vocabulaire européen des Philosophies, Dictionnaire des intraduisibles, (Paris, Le Seuil, 2005), elle a insisté sur le rôle majeur de la traduction pour l'avenir de l'Europe. En comparant les expériences politiques de construction européenne et de transition sud-africaine, participants et intervenants (Pr. Johan Snyman, Département de Philosophie, et Pr.Peter Fourie, Département d'Etudes Politiques de l'Université de Johannesburg) ont pu confronter leurs points de vue.

20 septembre 2005 : Deuxième conférence du Cycle Fonds d'Alembert Afriques et Mondialisation autour du thème *« **Politiques du Pardon en Afrique et Ailleurs** ».*

L'IFAS et DIBUKA ont organisé cette conférence en partenariat avec Constitution Hill, lieu de mémoire à Johannesburg et site de la nouvelle Cour Constitutionnelle sud-africaine, où s'est tenu l'événement. Le juge Albie Sachs de la Cour Constitutionnelle d'Afrique du Sud a présidé les débats, devant une cinquantaine de personnes. Philippe-Joseph Salazar, Distinguished Professor of Rhetoric Philippe-Joseph Salazar, du Centre des Etudes Rhétoriques de l'Université du Cap, est intervenu sur « Le Moment Républicain Passé de l'Afrique du Sud ». Le Professeur Barbara Cassin (CNRS / Collège International de Philosophie) a traité de « Amnistie et Pardon : où tracer la frontière entre éthique et politique ».

Hugo Van der Merwe, du Centre des Etudes de la Violence et la Réconciliation, et Louise Du Toit, du Département de Philosophie de l'Université de Johannesburg, ont apporté leur éclairage sur les résultats de la T.R.C.

10 octobre 2005 : 3ème conférence du Cycle Fonds d'Alembert *« Afriques et Mondialisation »* autour du thème : *« **Du présent à l'avenir de l'Afrique: à la recherche de l'Afro-Réalisme** »*. **Stephen Smith**, ancien journaliste au Monde et auteur de *Négrologie, Pourquoi l'Afrique meurt* a présenté les conclusions de son ouvrage lors de ce séminaire organisé par l'IFAS et DIBUKA, en partenariat avec le Centre for Policy Studies.

Une centaine de personnes ont assisté à un débat passionné, présidé par Sue Mbaya (Southern African Regional Poverty Network) au Sheraton Hotel de Pretoria. Les discours et analyses de Chris Landsberg (Centre for Policy Studies), de Jean-Jacques Cornish (Mail & Guardian) et d'Achille Mbembe (Wits Institute for Socio-Economic Research, WISER) ont contribué à faire de cette conférence un véritable lieu d'échanges. Au-delà de la dimension polémique de son sujet, Stephen Smith a exprimé ses craintes pour l'avenir du continent, à la lumière de statistiques et de son expérience de terrain. Les participants, très réactifs, ont pu faire part de leurs nombreuses critiques, non sans virulence, à l'égard de l' « Afro-réalisme » de l'auteur. Cette conférence a été l'occasion pour un public divers d'universitaires, d'étudiants, de diplomates et de représentants d'ONG d'exprimer leur avis critique sur l'ouvrage de Stephen Smith, de développer des analyses sur la perception du rôle des ex-puissances coloniales et sur la responsabilité et le potentiel de l'Afrique du Sud aujourd'hui.

2 novembre 2005 : Jean-Loïc Le Quellec, archéologue, directeur de recherche CNRS, spécialiste de la préhistoire et de l'art rupestre saharien. Conférence à l'Université du Witwatersrand, Département d'Archéologie: *« Peut-on « lire » l'art rupestre ? Un exemple égyptien.»*

Dans le Wadi Sora (désert de Lybie), un abri décoré a récemment été découvert. Il a rendu possible une nouvelle interprétation d'anthropomorphes peints, désignés par l'appellation *«nageurs»* - des silhouettes que les connaisseurs du Patient Anglais peuvent reconnaître. Au Wadi Sora, ces *«nageurs»* sont représentés en mouvement autour de trente silhouettes d'un être mythique hybride surnommé La Bête. De telles représentations peuvent éclairer plusieurs passages obscurs du Livre des Cavernes, une de nos meilleures sources sur la notion d'enfer en Egypte antique. Suite à cette intervention, Jean-Loïc Le Quellec a présenté son récent ouvrage Arts Rupestres et Mythologies en Afrique (2004, Paris, Flammarion), dans les locaux de l'Institut français d'Afrique du Sud. Le livre est actuellement en vente à l'IFAS, en versions française et anglaise (Rock Art in Africa : Mythology and Legend).

Pour le diaporama de l'intervention et quelques images commentées : www.ifas.org.za/research

3-5 novembre 2005 : Colloque International *« **Du Bambara aux Négropolitains** : créations transculturelles dans les littératures africaines post-coloniales »*

Organisé par le Département de Français de l'Université de Johannesburg (ex-RAU), en partenariat avec l'Institut français d'Afrique du Sud et le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France à Pretoria, ce colloque de littérature africaine comparée a accueilli chercheurs, critiques et écrivains de renommée internationale et a bénéficié d'un important dispositif d'interprétariat franco-anglais. Une première en Afrique australe.

Quatre-vingts personnes étaient ainsi rassemblées pour travailler sur la problématique des créations transculturelles au-delà du traditionnel clivage anglophones / francophones. Quatre séances de haute tenue ont vu les interventions de Jacques Chevrier, Professeur émérite à l'Université de Paris IV, sur « De la Négritude à la Migritude ? », de Pierre Halen, Professeur au Département de Littérature Comparée de l'Université de Metz, de Romuald Fonkua, Professeur de Liittérature Comparée à l'Université Marc Bloch de Strasbourg et secrétaire de l'ADPF, de Janice Spleth, Professeur de Littérature Africaine à l'Université de West Virginia (USA) et de l'auteur congolais Kawa Siwor Kamanda.

21-25 novembre 2005 : Conférence publique et atelier interne à Ibadan *(Nigeria) sur la « **Privatisation de la sécurité dans les villes d'Afrique subsaharienne : Dynamiques urbaines et nouvelles formes de gouvernance. Le Cap, Durban, Ibadan, Johannesburg, Kano, Lagos, Nairobi, Maputo, Windhoek** »*, organisés par les IFRA d'Ibadan et de Nairobi.

Cette conférence publique a eu lieu les 21 et 22 novembre 2005.

La première séance était intitulée « Théorie et méthodes de recherche sur les quartiers clôturés et leur contrôle ». La deuxième séance a traité de la « Création de réponses communautaires à l'insécurité ». La troisième séance de la conférence s'est intéressée à la « Sécurité et nouvelles formes de gouvernance ». Enfin, la dernière séance a abordé la question du « Contrôle et partage de l'espace urbain : le défi de la prestation sécuritaire ».

L'atelier qui s'est déroulé durant le reste de la semaine a été réparti sur trois sujets : « Création de réponses communautaires à l'insécurité », « Impacts des initiatives sécuritaires sur la structure sociale et spatiale de la ville », et « Sécurité et nouvelles formes de gouvernance – le sort du monopoly de l'État concernant l'utilisationlégitime de la violence ». Les participants ont œuvré à la préparation d'une publication collective en anglais.

28-29 novembre 2005: Colloque sur « **La transformation des politiques foncières en Afrique : politiques nationales, gestion de crise et normes régionales** »

Soutenu par l'IFAS-Recherche, en partenariat avec le bureau de la FAO à Harare les SCAC Pretoria, Harare, Windhoek et Maputo, le CIRAD, la London School of Economics et l'Université de Pretoria, ce colloque international a réuni à Pretoria les meilleurs spécialistes mondiaux de la question devant un public particulièrement nourri d'universitaires, de diplomates, de responsables politiques sud-africains et de représentants d'ONG. Les principaux instituts et organismes de recherche spécialisés sur ces questions étaient présents: PLAAS de l'Université du Western Cape, l'IRD, l'INRA, l'Institute for Security Studies, l'African Institute for Agrarian Studies de Harare, le Legal Assistance Centre de Windhoek ainsi que des ONG comme Human Rights Watch. Inauguré par le Directeur Général du Ministère des Affaires foncières, M. Glen Thomas, en présence de l'Ambassadeur du Rwanda, James Kimonyo, ce colloque s'est structuré au-tour des thèmes suivants : Conflits fonciers ethniques et religieux ; Construction de l'Etat, normalisation post-conflit et rôle des élites ; Entre 'tradition' et 'modernité' : insécurité, privatisation, marginalisation et minorités ; Propriété foncière et sécurité de la tenure en milieu urbain ; Utilisation du foncier, gestion des ressources et des conflits ; Dimensions régionales des conflits fonciers et changements de normes. Les coordinateurs du programme de recherche IFAS et du colloque, Ward Anseeuw, ex-post-doctorant IFAS, aujourd'hui jeune chercheur CIRAD en poste à l'Université de Pretoria, et Chris Alden, London School of Economics, ont présenté un papier remarqué en clôture sur « Understanding the politics of Land : Post-Colonial state-building, regionalisation and changing norms in Southern Africa ».

missions
IFAS - recherche
juillet 2005 - janvier 2006

Programme *« La privatisation de la sécurité dans les villes d'Afrique subsaharienne: dynamiques urbaines et nouvelles formes de gouvernance. »*

Carlos QUEMBO, maître de conférences - assistant à l'Université Eduardo Mondlane de Maputo (Mozambique) et Fabrice FOLIO, maître de conférences à l'Université de la Réunion, ont réalisé un terrain de trois mois à Maputo, de mai à juillet 2005 pour recueillir des données sur les condominiums dans la zone de Costa do Sol.

Sophie DIDIER et **Marianne MORANGE**, maîtres de conférences en géographie à l'Université de Paris 13, ont effectué une mission du 12 juillet au 5 août 2005 mener une suite de terrains et participer au séminaire de recherche « Regards critiques sur les villes : Peur, territoire et contrôle » à l'Université de Wits en Afrique du Sud.

Carlota MARLEN, historienne de l'Université Eduardo Mondlane de Maputo, a effectué des recherches de terrain au Mozambique du 1er avril au 30 septembre 2005. Elle a étudié les formes et la distribution spatiale de la criminalité dans les enclosures de la côte septentrionale, les perceptions de la violence et de la criminalité dans la capitale et les aspects de la mobilisation pour la sécurité (gardes, entreprises privées, forces de police…).

Claire BENIT, chercheuse en développement urbain, rural et économique (HSRC), a effectué une mission les 10 et 11 novembre 2005 à Maputo afin de fournir un bilan intermédiaire sur la partie mozambicaine du programme.

Oluseyi FABIYI, maître de conférences au Département de Géographie à l'Université d'Ibadan et post-doctorant IFAS, a effectué une mission à Johannesburg du 16 mai au 16 septembre 2005, dans le but d'assurer la coordination et la modélisation du Système d'Information Géographique du programme.

Programme « Archives Khoesan »

Karim SADR, maître de conférences en Archéologie à l'Université du Witwatersrand, a effectué une mission du 18 au 22 octobre 2005 à Nice en vue de la conférence inaugurale « Tout ce que nous avons toujours cru savoir sur les chasseurs-cueilleurs d'Afrique australe. Regards croisés de l'archéologie, de l'histoire et de l'ethnologie des Bushmen », XXVIe Rencontres internationales d'archéologie et d'histoire d'Antibes, 20-22 octobre 2005 (avec François Bon, F.-X. Fauvelle-Aymar, Detlef Gronenborn, Bruno Bosc-Zanardo).

Alitta MOTLAUNG, doctorante au Département d'Archéologie de l'Université du Witwatersrand, s'est rendue à l'Université de Toulouse dans le cadre d'un stage d'excavation néolithique dirigé par François BON du 22 août au 15 septembre 2005.

Programme « Dialogue et rapports interculturels : le rôle de l'école dans la construction d'un modèle participatif et pluriculturel en Afrique du Sud.»

Vijé FRANCHI, maître de conférences à l'Université de Lyon 2, membre du laboratoire URMIS et de l'Université Paris 7, a effectué une mission au Cap et à Johannesburg du 20 août au 4 septembre 2005 afin de mener un travail de terrain centré sur des entretiens individuels et de groupe dans les établissements désignés pour observation.

Jean-Paul PAYET, professeur à l'Université de Lyon 2, a effectué une mission à Johannesburg du 20 août au 2 septembre 2005 dans le même cadre.

Mary-Anne DENEUVY, doctorante en sociologie de l'éducation à l'Université de Lyon 2, a effectué une mission du 14 au 29 août 2005 pour réaliser des enquêtes par entretiens approfondis et observation pratique auprès des chefs d'établissements de quatre établissements de l'échantillon.

Les doctorants

Vincent DARRACQ (CEAN / IFAS) a effectué une mission au Cap du 22 au 26 septembre 2005, dans le cadre de sa recherche

de thèse sur « Le discours de la nation à l'ANC depuis 1999 ». Il a notamment profité de cette mission pour se rendre aux archives de l'ANC du Mayibuye Centre, localisées à l'Université du Western Cape et réaliser des entretiens avec des chercheurs locaux pour discuter de sa recherche. Il s'est également rendu dans les bureaux de la section de l'ANC du Western Cape, pour une première prise de contact. L'intérêt principal de ce séjour était en effet de préparer une mission de terrain plus prolongée et approfondie, d'environ un mois, prévue pour août 2006. Le but de cette mission ultérieure sera de réaliser un nombre conséquent d'entretiens avec des leaders identifiés de l'ANC du Western Cape, pour reconstituer le rôle de cette branche provinciale de l'ANC dans le processus interne de production du discours du parti sur la nation.

Nicolas PONS-VIGNON (EHESS / IFAS) a été accueilli entre juin et octobre 2005 par l'ONG TRAC-MP (The Rural Action Committee – Mpumalanga) à Nelspruit afin de conduire des enquêtes de terrain sur les ouvriers et les contractors forestiers. Il s'est rendu dans les compounds situés au coeur des plantations forestières, où il a pu collecter de nombreuses informations sur les conditions de vie et de travail des ouvriers. Il a rencontré les différents acteurs du secteur forestier, des services déconcentrés des Ministères (du travail et des eaux et forets) aux propriétaires des plantations (Sappi, Mondi, etc.), mais aussi des médecins et des intermédiaires de la filière bois. Il a été assisté par son traducteur, employé de TRAC-MP, et a travaillé en étroite collaboration avec la Food and Allied Workers Union (FAWU) pour conduire des entretiens avec des ouvriers isolés, précaires et souvent étrangers. Nicolas a commencé à Nelspruit à discuter des premiers résultats de sa recherche avec les acteurs du secteur et le Gouvernement. Il a organisé deux séminaires dans les locaux de TRAC-MP.

En octobre et novembre 2005, Nicolas a présenté et discuté les résultats de sa recherche dans le Mpumalanga lors de plusieurs séminaires, dont voici le détail :

- 10 et 18 octobre, Nelspruit; séminaires ad hoc dans les locaux de TRAC-MP réunissant des représentants de Mondi-Business Paper, TRAC-MP, du Department of Labour, du syndicat FAWU (Food and Allied Workers Union), du programme Working for Water et de groupes environnementaux locaux.

- 11 novembre, Johannesburg : Naledi Open Forum au Parktonian Hotel (Braamfontein). Cet événement annuel réunit des chercheurs de Naledi (National Labour and Economic Development Institute), d'autres institutions sud-africaines, des syndicats COSATU et du gouvernement pour discuter des thèmes de recherche importants pour le monde du travail et les syndicats. Etaient présents, entre autres, Adam Habib (HSRC) et Patrick Bond (CCS, UKZN).

- 18 novembre, Johannesburg International Airport: BEE Charter – Contractors working group, au Sun International Hotel. Nicolas a été invité par le groupe de travail chargé de rédiger la charte BEE pour la foresterie a présenter sa recherche pour informer les travaux du groupe. Celui-ci réunit des représentants de l'industrie du bois (Mondi, Sappi, etc.), du gouvernement, de la société civile et des sous-traitants.- 30 novembre, Pretoria: séminaire ad hoc organisé au Department of Water Affairs and Forestry (DWAF). A la demande du DWAF, Nicolas a présenté et discuté ses travaux avec les Directeurs du Ministère travaillant sur les forêts. Il a attiré leur attention sur l'importance socio-économique de la sous-traitance.

Nicolas PEJOUT, doctorant en sociologie à l'EHESS, a présenté une communication intitulée « L'émergence d'une économie numérique « indigène » dans les pays des Suds - L'exemple de lapolitique publique sud-africaine de Black Economic Empowerment dans le secteur des TIC » au Colloque international IRMC-SUPCOM "Les trajectoires d'insertion du Maghreb dans l'économie numérique", 15-16 septembre 2005, Cité Technologique Elgazala, Tunis. Bien que n'étant plus financé en tant que "boursier" de thèse, Nicolas Péjout poursuit la rédaction de son mémoire, qu'il devrait soutenir au premier semestre 2006.

Autres missions

Paulina BERUMEN-COLIN, doctorante en science politique au CEAN de Bordeaux, a mené une étude de terrain dans le cadre de sa recherche sur « Les politiques de sécurité alimentaire et foncière en Afrique du Sud, étude de cas de Sekororo, province du Limpopo» du 20 avril au 21 septembre 2005 dans le Gauteng, le Limpopo et à l'Université de Stellenbosch.

Charlotte CABASSE, doctorante en urbanisme à l'Ecole Polytechnique de Lausanne, a effectué une mission du 5 octobre au 12 décembre 2005, pour une étude de terrain dans le cadre de son doctorat sur « La question d'une reconstruction urbaine post-traumatique. »

Séverine CACHAT, doctorante en anthropologie de l'Université de La Réunion, a effectué une mission du 7 septembre au 31 octobre 2005 dans le cadre de ses recherches sur « Gestion du patrimoine historique et culturel de l'Ile de Mozambique – Ville du Patrimoine Mondial (Mozambique) : modalités et enjeux du processus de patrimonialisation ».

Judith HAYEM, anthropologue chargée de cours à l'Université de Paris 8 et Lille 1, a effectué une mission du 31 juillet au 10 septembre 2005 pour mener une étude de terrain sur « Les enquêtes sur les modalités de prise en charge du VIH/Sida dans les mines du Mpumalanga et les formes de pensée des mineurs, des syndicats et des patrons sur ces initiatives ». Judith Hayem a établi un protocole d'enquête mis en œuvre dans une mine d'Anglo-American à Middleburg. Elle a également mené différents entretiens et des consultations de syndicats (NUM,COSATU) et de représentants de la TAC. (Voir son article dans la rubrique Magazine de ce numéro)

Claudio JONE, doctorant en science politique à l'Université de Bordeaux 3, a mené une étude de terrain du 15 septembre au 28 octobre 2005 sur « Presse écrite et transition démocratique au Mozambique : étude comparée entre le Mozambique, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe (1990-2000) ».

Michel LAFON, linguiste CNRS-Llancan, a effectué une mission de terrain sur la langue zouloue du 1er juin au 31 octobre 2005. Dans ce cadre, il a présenté une communication à la conférence de l'African Languages Association of South Africa (ALASA) en juillet à University of Johannesburg : il a également participé à un atelier à l'Université de Pretoria sur « la modernisation des langues » (voir son article dans la rubrique Magazine de ce numéro).

Renaud LAPEYRE, doctorant en économie du développement et de l'environnement à l'Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines, a mené une étude de terrain du 10 mars au 12 août 2005 en Namibie et en Afrique du Sud dans le cadre de sa recherche sur « Les modes d'appropriation des ressources naturelles renouvelables communs : sécularisation foncière, gestion participative des ressources et valorisation de la biodiversité en Namibie et en Afrique australe ». (Voir son article dans la rubrique Magazine de ce numéro)

Cécile PERROT, doctorante en anglais à l'Université de Savoie, a effectué une mission au Cap du 16 juin au 17 août 2005 sur « la politique sud-africaine en matière d'enseignement supérieur 1994-2004 ».

Christopher SOHN, chargé de recherches en géographie au CEPS / INSTEAD, a effectué une mission de valorisation de sa thèse à Windhoek, Namibie, sur « Changement gestionnaire et recompositions urbaines post-apartheid. La question foncière à Windhoek », du 20 octobre au 4 novembre 2005.

Sylvain SORIANO, chercheur en paléontologie au CNRS, a mené une étude de terrain sur « Le middle stone age : l'étude des sites de Border Cave et de Rose Cottage Cave » du 27 août au 30 septembre 2005.

Dominique VIDAL, maître de conférences en sociologie à l'Université de Lille 3 a mené une étude de terrain à Johannesburg et à Maputo du 24 juillet au 4 août 2005 sur « les migrants mozambicains en République sud-africaine ». (Voir son article dans la rubrique Magazine de ce numéro)

Aurelia WA KABWE – SEGATTI, directrice IFAS-Recherche, a effectué différentes missions :

19 – 22 juillet 2005 :	Journées du réseau, DGCID; réunion des directeurs d'Instituts français, journée de formation ; Paris, France.
3 – 7 octobre 2005 :	Mission en France (Paris et Bordeaux). Lancement officiel du GDRI Netsuds à Bordeaux.
17 novembre 2005 :	Mission à Gaborone (Botswana). Restitution du rapport d'expertise du projet de centre de recherche sur « Tourisme et développement durable en Afrique australe ».
21 – 25 novembre 2005 :	Mission à Ibadan (Nigéria). Conférence publique et atelier de travail en clôture du programme « Privatisation de la sécurité dans les villes d'Afrique sub-saharienne : dynamiques urbaines et normes de gouvernance ».
14 décembre 2005 :	Mission au Cap (Afrique du Sud). Restitution du rapport de la Commission mondiale sur les migrations internationales.
16 – 20 janvier 2006 :	Mission à Kinshasa (République Démocratique du Congo). Formation de fonctionnaires congolais à la gestion des migrations dans le cadre d'un accord intergouvernemental entre la R.D.C. et l'Afrique du Sud coordonné par l'organisme de recherche Southern African Migration Project.

Arrivées

Nuno AFONSO, responsable de la communication externe de l'IFAS-Recherche et titulaire d'un Master de Journalisme d'Entreprises et de Collectivités (Univ. Lille 3), est arrivé en septembre 2005 pour effectuer un stage d'une durée de neuf mois.

à ne pas manquer en afrique australe

22 au 24 février 2006

Rock Art Symposium
(Kimberley, Northern Cape)
Organisé par le Rock Art Research Institute de Wits, le McGregor Museum de Kimberley, l'Université de Tromso et le Musée de Tromso (Finnmark, Norvège).
E-mail : enquiries@rockart.wits.ac.za
Site : www.rockart.wits.ac.za

17 au 23 juillet 2006

16ème congrès international de sociologie de l'ISA (International Sociological Association)
(Durban).
Organisé par l'Université du Kwazulu-Natal
Sites:www.uct-cmc.co.za/conferences/2006/tpc/info.php
www.ucm.es/info/isa/congress2006/lcs.htm

28 Juillet 2006

Rethinking Worlds of Labour: Southern African Labour History in International Context
(Johannesburg)
Organisé par le History Workshop de l'Université du Witwatersrand.
Site: www.wits.ac.za/historyworkshop/conferences.htm

23-25 août 2006

Colloque International: Henri Breuil et l'Afrique, la fabrique de l'archéologie préhistorique africaine dans la première moitié du XXe siècle
(Johannesburg)
Ce colloque international se tiendra à l'université du Witwatersrand, Johannesburg (Afrique du Sud), du 23 au 25 août 2006. Les organisateurs sont : François-Xavier Fauvelle (CNRS-Institut Français d'Afrique du Sud, Johannesburg), Nathan Schlanger (INHA, Paris; INRAP, Paris), Benjamin Smith (Rock Art Research Institute, Université du Witwatersrand, Johannesburg). Les institutions partenaires sont: l'Institut Français d'Afrique du Sud/Ambassade de France ; Rock Art Research Institute/Université du Witwatersrand ; Programme "Archives Breuil" (ACI Ministère de la Culture, France).

Mineurs et programmes de dépistage et de soins du VIH/SIDA

Par Judith HAYEM, Chargée de cours, Université Paris 8, e-mail : judith.hayem@wanadoo.fr

Dès mai 2001[i], l'Anglo American, déjà très impliquée dans la prévention de la maladie dans la plupart de ses sites de production, annonçait son intention de prendre en charge les malades du sida employés dans ses mines d'Afrique du Sud, en leur fournissant gratuitement des traitements anti-rétroviraux (ARV) sur la base du lieu de travail.

Le dépistage volontaire systématique des malades au sein de la main-d'œuvre (toutes catégories de personnel confondues) s'est généralisé dès novembre 2002, et la distribution d'ARV a débuté. Fin 2004, la compagnie indiquait dans les documents qu'elle diffusait publiquement que les[ii] dépistages réalisés auprès de 21% de ses employés, attestaient qu'en Afrique du sud, 23% d'entre eux étaient séropositifs toutes branches de production confondues, avec un pic à 30% dans les mines d'or (pour un taux de dépistage volontaire de 10%) contre 23% dans le secteur du charbon, qui nous intéresse plus particulièrement, (pour un taux de dépistage de 63%). Fin avril 2005, la compagnie avait distribué des ARV à 2936 de ses employés, parmi lesquels environ 29% avaient abandonné le traitement et 6.6% étaient décédés. Parmi les 64% de personnes encore traitées, 95% d'entre elles parviennent à travailler normalement, de sorte que 70% des coûts du traitement sont couverts par la réduction des taux d'absentéisme au travail. A moins que l'avenir ne leur donne tort, ces chiffres confirment d'ores et déjà qu'il est non seulement possible de soigner via l'entreprise, mais encore que ce choix politique courageux, et non dénué de considérations sociales, sauve des vies et qu'il est aussi un calcul économique rationnel. Face à une épidémie mortelle, il est plus rentable pour la compagnie de maintenir sa main-d'œuvre en vie en investissant dans le soin, que de subir des taux d'absentéisme très importants (maladie et obsèques) et de devoir, à terme, former de nouveaux employés pour remplacer les personnes décédées[iii].

Mais au-delà des pourcentages, comment sont concrètement organisées les opérations de dépistage et de soins dans les mines ? Qu'est-ce qui rend désormais le dépistage possible au sein même des lieux de travail, si décrié il y a quelques années encore par les syndicats redoutant des licenciements consécutifs et si redouté par les individus, craignant de subir des discriminations et de ne pas assumer l'annonce potentielle de leur séropositivé? L'accès aux soins modifie-t-il la perception qu'ont de la maladie, des malades et de la mine, les personnes qui se côtoient sur le lieu de travail? Et au-delà des dispositifs mis en œuvre par les compagnies, comment les ouvriers envisagent-ils leur propre rôle dans la bataille engagée contre le VIH/sida? Comment envisagent-ils également le traitement pour tous ceux qui ne sont pas employés par la compagnie - y compris leur propre famille - quand ils sont victimes de la maladie [iv]? Telles sont les questions auxquelles j'ai tenté de répondre au travers de l'enquête de terrain que j'ai réalisée dans le Mpumalanga du 1er août au 10 septembre 2005, dans la mine de charbon qui remportait alors les succès les plus importants, au sein de l'Anglo American en matière de dépistage volontaire. Afin d'identifier la procédure à l'œuvre et les idées des employésde la mine à son endroit, j'ai combiné visites de lieux, observation participante et entretiens informels avec le personnel soignant, la direction et les représentants syndicaux et des entretiens plus formalisés avec 21 employés de la mine, tirés au sort sur la liste d'ensemble du personnel. Je présente ici mes premières conclusions appliquant le succès du dépistage et quelques autres pistes d'analyse.

Le premier constat qui s'impose est que le succès du dépistage volontaire à V [v]. repose sur deux dimensions clés : la confiance qui s'est instaurée dans les relations entre patrons et employés et la mobilisation de toute l'infrastructure de production au service de la lutte contre l'épidémie.

Quand j'interroge les employés sur la date à laquelle ils ont entendu parler du SIDA pour la première fois, l'immense majorité évoque une période récente qui coïncide avec le lancement des programmes de dépistage mais plus encore avec l'arrivée de l'actuel manager, qui les y a développés, à la tête de la mine. Pourtant, les premiers programmes de prévention sont bien plus anciens. En effet, pour que les employés « entendent » au sens propre (to hear et non to hear about) les messages de prévention et l'appel au dépistage dispensés par la mine, pour qu'ils prennent acte que le SIDA était une dangereuse réalité, il a non seulement fallu, on va le voir, faire du SIDA un enjeu central sur le lieu de travail, mais encore que la confiance s'instaure entre employés et management, via une modification radicale des relations entre eux. D'après les personnes interrogées, le trait le plus caractéristique de cette nouvelle politique managériale initiée par le nouveau manager et fruit d'un programme de ressources humaines conçu exprès, est l'accessibilité des chefs, le caractère courtois des échanges avec eux et la possibilité de leur soumettre requête ou réclamation, quand régnaient auparavant l'arbitraire et la brutalité[vi]. Cela vaut pour les questions relatives au travail mais aussi pour celles relatives à la mise en oeuvre de la lutte contre le SIDA et ce, tout particulièrement pour le directeur général, que chacun appelle par son prénom et peut solliciter librement. Les entretiens attestent que l'engagement personnel, intensif et public de ce dernier dans la lutte contre l'épidémie ainsi que son leadership ont largement contribué à instaurer la confiance des employés à l'endroit de la politique de la compagnie en matière de VIH/SIDA. Mais plus généralement, ce sont tous les échelons hiérarchiques qui se sont vus impliqués dans ce double processus : rompre avec les habitudes racistes de l'apartheid et militer auprès de leurs subordonnés en faveur de la prévention et du dépistage.

Concrètement cela s'est d'abord traduit par le fait que les cadres supérieurs et intermédiaires de la mine ont été les premiers à se faire dépister publiquement et qu'à chaque début de poste, ce sont eux qui ont en charge de lire le bulletin de sécurité quotidien à leur équipe, et notamment l'encadré consacré au VIH/SIDA (recommandations, chiffres locaux du dépistage et du traitement..) afin d'ouvrir le débat à ce propos. Autre gage de confiance vis-à-vis des employés, ils se sont engagés par écrit, à ne divulguer aucune information venue à leur connaissance concernant la séropositivité de l'un d'entre eux, sauf à des représentants du corps médical – et ce, sous peine de licenciement. En contrepartie de leurs efforts, les managers sont financièrement intéressés, par une prime, relative au succès du dépistage dans leur département. Ainsi à V., la lutte contre l'épidémie de VIH/SIDA ne se présente pas comme un à côté du travail de production, mais comme un élément profondément connexe de ce dernier.

C'est d'ailleurs à la porte des bureaux, dans les vestiaires où les mineurs se changent ou même parfois au fond de la mine, que les infirmières sont venues inciter les employés de V. aux premiers dépistages volontaires par prélèvement sanguin. Difficile, donc, d'échapper aux sollicitations de dépistage d'autant que l'information concernant l'épidémie et invitant à se faire tester est visible partout. Des affiches sont punaisées sur tous les lieux de pause, sans exception, et des panneaux évoquant la prudence et le dépistage sont érigés sur toutes les routes qui sillonnent la mine. Simultanément la séance de rappel des normes de sécurité dans la mine (induction) par laquelle passent tous les employés à leur retour de congés dure désormais une matinée entière et est consacrée à 90% à la question du VIH/SIDA. A son issue, tous les participants sont invités à se faire dépister à nouveau et sur le champ. A cela s'ajoutent plus classiquement, éducation par les pairs, journées consacrées au SIDA, etc…

L'effort de dépistage est si intense et appuyé qu'il peut paraître quasi coercitif par moment ; mais ce n'est pas ainsi que le ressentent les employés. Ils racontent en substance que, d'abord réticents et méfiants, ils ont peu à peu accepté de se prêter au test, par effet d'entraînement et en constatant que rien de néfaste n'était arrivé aux plus téméraires, sinon être enfin fixés sur leur statut sérologique, sans que personne en dehors d'eux-mêmes n'en sache rien. L'implication de la mine évoque aussi une forme de néo-paternalisme un peu inquiétante, mais dans le même temps présente une efficacité que n'ont pas d'autres mesures. Que statuer alors ? L'examen affiné des propos des uns et des autres devrait permettre d'avancer sur ce terrain et de comprendre ce qui a finalement poussé les gens à se faire dépister et comment le dépistage lui-même a peu à peu transformé la vision de la maladie et des relations entre patrons et employés. Dans cet examen, de nombreux mots clés qui revêtent un sens particulier pour les personnes interrogées devront être examinés, tel confiance, déjà évoqué ou confidentialité, le fait de pouvoir parler du sida à quelqu'un, ou encore l'idée qu'un certain nombre de personnes dans la mine sont knowledgeable : elles ont un savoir, une connaissance sur la maladie. Il semble que c'est autour de ces notions que le déni s'efface et que les personnes interrogées acceptent de se faire dépister voire entreprennent elles-mêmes de mobiliser leurs famille ou leurs amis sur la question du sida, en vue d'un dépistage. Il s'agira d'identifier précisément ce que ces termes signifient pour elles et comment l'action de la compagnie contribue ou non à créer ces nouvelles subjectivités. C'est le premier grand axe d'analyse.

Le deuxième s'articule autour du rapport des interviewés à la maladie et aux soins, en particulier sous le jour du rapport entre les médecins (qu'ils soient infirmiers, docteurs, médecins traditionnels, etc..) et le patient. Le guide d'entretien comprenait une série de questions à ce sujet cherchant notamment à éclairer le rapport qu'entretiennent les personnes interrogées à tel ou tel type de médecine, ce qu'elles considèrent être un « bon médecin » ou un « bon hôpital » et l'articulation de cet usage de la médecine occidentale à la consultation des médecins traditionnels. Dans les entretiens un débat semble s'ouvrir sur la question de savoir si le bon médecin est d'abord celui qui vous écoute et vous explique ce qu'il vous fait ou d'abord celui qui sait vous guérir et sait ce que vous avez même si vous, vous ne le savez pas. Il s'agira de préciser l'état des représentations sur ce point et son impact sur la gestion du soin sachant par exemple, que les médecins de l'Highveld hospital où sont envoyés pour recevoir des soins les cas sérieux (SIDA, après dépistage dans la mine et autres) défendent une médecine où l'expertise de groupes des médecins qualifiés et à même de confronter leurs expériences dans le traitement d'un malade prime sur la relation individuelle patient/médecin. Il n'y a pas un docteur attitré pour un patient, mais un groupe de docteurs en charge de discuter le cas du malade, sans nécessairement entretenir avec lui de relations interpersonnelles. Celles-ci sont laissées aux infirmières.

Le troisième axe d'analyse concerne le débat ouvert dans les entretiens sur la nécessité de la confidentialité la plus absolue concernant la séropositivité ou pas des gens et le souhait concomitant en faveur de la publicité de leur statut par les malades du sida (« disclosure »). Ces propositions contradictoires sont souvent formulées par les mêmes personnes. Elles ouvrent à un débat sur la stigmatisation des malades au sein du lieu de travail ou la crainte de cette stigmatisation, mais aussi sur le rôle que ceux-ci peuvent jouer dans la prise de conscience de leurs voisins. Il convient de démêler comment s'articulent ces deux exigences apparemment opposées, dans le contexte de la mine.

Un quatrième débat important se fait jour dans les entretiens autour de la question de la responsabilité de s'occuper des familles des ouvriers et des personnes qui n'ont pas la chance d'être prises en charge par la compagnie, en matière de VIH/SIDA. Les avis sont, sur ce point, contradictoires et invitent à un débat sur le rôle de l'Etat, des entreprises privées et les attentes que les gens sont en droit d'avoir à leur endroit. On sait en effet que la question de savoir qui prend en charge les traitements hors le lieu de travail, qu'on n'y vive pas (cas des familles en zone rurale) ou qu'on le quitte (licenciement ou incapacité à travailler) est une des raisons de l'opposition de la National Union of Mineworkers, le principal syndicat de mineurs, au dépistage et aux soins via l'entreprise. Sur ce point, la diversité des propositions recueillies ne m'a pas permis de distinguer des avis tranchés. Il convient donc d'examiner les choses plus en détail quitte, si cette question ne sortait pas ou peu, à réfléchir pourquoi.

Enfin, cinquième axe d'analyse important, comparer ce qu'il en était non seulement de l'état des lieux dans les mines du Mpumalanga mais surtout l'état des subjectivités en 2005 avec ce que j'avais pu observer dans une première enquête dans la même province en 2001. L'intérêt de cette dernière comparaison est de confronter les propositions des interviewés entre ces deux périodes, une fois qu'on en aura élucidé la logique afin de caractériser comment les employés de V. se représentent la mine et la question du sida au sein de celle-ci, aujourd'hui. En particulier, il est notable que si en 2001, les personnes interviewées formulaient un certain nombre de prescriptions politiques visant à prendre en charge la lutte contre l'épidémie (en particulier l'idée que « il faut prendre soin de soi-même », dont j'ai montré la volonté d'efficace non seulement pour soi-même mais pour les autres), l'enquête récente semble à première vue, et contre toute attente, contenir peu de prescriptions politiques. Il s'agira de vérifier ce point et de réfléchir pourquoi la prise de conscience sur la maladie au niveau individuel s'accompagnerait ici d'un moins grand souci de la combattre globalement : relapse précoce, égoïsme ou individualisme induit par le paternalisme de l'entreprise ou encore désengagement politique conjoncturel ? C'est entre autres choses ce que l'analyse approfondie des entretiens et des données recueillies devrait permettre d'élucider.

i Bobby Jordan, " Anglo to give Aids drugs to workers ", SundayTimes, 6/05/01.

ii Les chiffres qui suivent sont extraits d'une présentation PowerPoint du Dr Brian Brink, médecin responsable des programmes de lutte contre le sida au siège sud-africain de l'Anglo American, datant de avril 2005 et intitulée An interim appraisal of the Anglo American Aids treatment Program.

iii De nombreuses études prospectives dans divers secteurs de l'industrie sud-africaine ont déjà avancé ce point, mais peu de démonstrations pratiques sont encore avérées. C'est d'ailleurs pourquoi la compagnie tient des statistiques systématiques de ses résultats via l'organisme de recherche AURUM.

iv A l'heure actuelle, la position officielle de l'Anglo American est de ne fournir les ARV qu'aux seules personnes employées à durée indéterminée par la compagnie. Contractuels, famille proche, personnels licenciés en sont exclus, dans l'idée que l'Etat prendra pour elles le relais.

v Par souci de confidentialité, le nom de la mine a été changé.

vi J'ai montré ailleurs que cela caractérisait un type de management rompant avec l'apartheid. Voir J. Hayem, « Après l'apartheid: communiquer pour mieux produire » Ethnologie Française, XXXI, 2001/3, Juillet-Septembre, pp.453-463.

vii Cette enquête faisait partie d'un contrat de recherche de l'ANRS (Agence Nationale de Recherche sur le Sida), dirigé par D. Fassin et réalisé en collaboration avec des partenaires namibiens et sud-africains, intitulé, Les migrations, les violences et les inégalités, conditions structurelles de la progression et de la gravité de l'épidémie de sida en Afrique du sud et en Namibie. Anthropologie politique d'une crise épidémiologique. Voir J. Hayem, « Histoire collective et responsabilité individuelle. Conditions de la mobilisation politique contre le sida dans les mines » in D. Fassin (ed.), Afflictions. L'Afrique du Sud, de l'apartheid au sida, Karthala, Paris, 2004, pp. 201-233.

Bilan des programmes "Connaissance du zoulou" et "langues à l'école"

Par Michel Lafon, CNRS - LLACAN UMR 8135, e-mail: lafon.maikoro@free.fr

En 2001, était lancé à l'initiative de l'Ifas un programme intitulé "Connaissance du zoulou", avec deux objectifs

principaux:

- intéresser la communauté scientifique en France à la politique linguistique sud-africaine;
- développer une production scientifique en français sur le zoulou, et au-delà les langues d'Afrique australe, avec comme objectif de parcours l'introduction de cette langue dans les cursus de langues africaines en France.

Il répondait au constat d'une carence: en effet, les langues d'Afrique australe sont peu représentées dans la recherche française en langues africaines, malgré une tradition bien ancrée dans ce domaine, reflétée par un nombre significatif de chercheurs et de centres. Depuis les changements politiques survenus en 1994 en Afrique du Sud, compte-tenu de l'importance du pays sur tous les plans et de son rôle de modèle pour l'Afrique, il devenait urgent d'y remédier, d'autant que les langues africaines y paraissaient susceptibles d'assumer un rôle important. Cela s'est vérifié après le début du programme, lequel a été influencé par l'importance croissante donnée aux langues africaines depuis 2003, au titre notamment de la réparation des injustices passées et de la renaissance africaine. La recherche fut ainsi orientée dans une double perspective, associant la description d'une langue donnée à la prise en compte d'aspects sociaux-politiques, notamment éducatifs; cela permit, à son tour, l'intégration de l'étude de l'éducation bilingue au Mozambique. Ce programme a été permis par la mise-à-disposition auprès de l'Ifas de Michel Lafon, linguiste africaniste du Cnrs; il se poursuit après son retour en France avec son intégration à l'équipe Llacan, où il participe aux activités du thème "langue et développement".

Description du zoulou

Est-il nécessaire d'expliquer les raisons du choix de cette langue? Il était autant légitime de s'intéresser à l'une quelconque des langues officielles; à part les travaux de D.Creissels sur le tswana, on ne dispose en effet (à notre connaissance) d'aucune étude récente en français sur des langues d'Afrique du Sud. Le choix du zoulou fut donc dans une certaine mesure arbitraire. Il se justifie toutefois par l'importance numérique du zoulou, première langue d'Afrique du Sud par le nombre de locuteurs, mais aussi par son fort appel à l'imaginaire: le terme de zoulou est sans doute le nom de langue ou d'ethnie africaine le plus communément associé à l'Afrique du Sud en France, alors que sotho, xhosa sont moins connus, pour ne pas parler de venda, ndebele ou swati. Il s'agissait donc de profiter de ce contexte. Quoiqu'il en soit, ce choix initial ne saurait hypothéquer d'autres travaux, sur les autres langues, dont on espère qu'il aura été l'amorce.

Options de description

Le zoulou est parlé essentiellement dans deux contextes socialement et écologiquement distincts:

- milieu rural: province du KwaZuluNatal (KZN), zones limitrophes du Mpumalanga et du Free State;
- milieu urbain: sud du Gauteng, région de Johannesburg
- Alexandra-Soweto, où il est devenu la langue africaine dominante.

Le zoulou urbain du Gauteng est sans doute la langue africaine la plus dynamique en Afrique du Sud, du fait du poids économique et politique de la région alors que la variété marquée comme spécifique au KZN souffre, chez la nouvelle génération, de son association aux valeurs traditionnelles, malgré son prestige comme réservoir de la richesse culturelle. De fait, le zoulou dispose d'un corpus abondant et ancien, en termes de traditions orales comme de littérature écrite.

Les descriptions courantes du zoulou réfèrent essentiellement à la variété du KZN, étant basées en partie sur des textes de nature ethnologique, donnant ainsi à connaître une variété de langue, fascinante mais parfois peu actuelle. C'est plus ou moins cette variété qui a été codifiée comme la langue standard ou norme. L'option descriptive retenue ici intègre pleinement le zoulou urbain du Gauteng, tout en n'excluant pas pour autant le standard: si les formes spécifiques au Gauteng sont ainsi données et explicitées, en évitant tout jugement normatif, la description s'appuie très largement sur les grammaires existantes (Doke, Poulos, Taljaard & Bosch, Cope, Canonici pour les ouvrages généraux). La description qui sera, à notre connaissance, le premier travail en français sur le zoulou, se devait de ce fait d'être de portée générale: après un chapitre consacré à la prononciation et à la représentation graphique, elle aborde la morphologie nominale et verbale, ceci incluant la morpho-syntaxe des formes verbales. Dans la mesure du possible, il fait recours à des exemples "réels" (tirés de textes). La description est basée sur l'orthographe courante.

Outre la prise en compte du zoulou urbain, elle se distingue des descriptions existantes en questionnant la catégorisation grammaticale couramment utilisée depuis Doke; elle est organisée à partir d'une vision de la langue comme d'un système hiérarchisé, différenciant un état où les formes linguistiques sont statives (non-prédicatives) d'un état où elles sont dynamiques ou prédicatives. Cette interprétation, ad hoc, est amenée par l'existence de la prédication nominale, laquelle n'est marquée que par la présence d'un indice sujet à l'exclusion de tout copulatif explicite (en surface): ainsi les formes nominales (noms à la forme de citation, noms fléchis, etc) se transmuent-elles en prédicat non-verbal. Au demeurant, la démarche est analytique, sans s'inscrire dans un cadre théorique très marqué. Il est espéré que l'ensemble de la description verra le jour en 2006, sans doute en deux volumes échelonnés. Par ailleurs, une présentation sur un point particulier de la description (Zulu latent-vowel verbs: a useful category?) a été présentée lors du colloque 2005 de Alasa; on en trouvera le résumé en ligne; l'article a été soumis à une revue locale.

Enseignement

Intégré à ce projet, un enseignement de zoulou a pu être lancé à l'INALCO à Paris à partir de l'année universitaire 2002, grâce au soutien du SCAC de Prétoria qui a fourni une bourse à une monitrice zouloue ayant fait des études de français, Melle Sithokozile Mhlanga. Cette bourse a été reconduite chaque année jusqu'à présent. Cet enseignement s'intègre dans le cursus de swahili et langues africaines de l'INALCO en ajoutant une ouverture sur un domaine non couvert jusqu'à présent. Après un engouement initial, les inscriptions se situent à un niveau comparable à celles des autres langues africaines.

La langue dans le tissu social

Depuis le milieu de 2003, avec la présentation d'un projet de loi linguistique, on assiste en Afrique du Sud à un renouveau du discours sur les langues africaines, qui vise entre autres à concrétiser les promesses faites dans la Constitution, restées largement lettres mortes jusque là. Cela se traduit notamment par leur promotion dans l'enseignement ainsi que dans les technologies modernes (informatisation).

La recherche, associée à l'étude descriptive du zoulou, a pour but d'une part de documenter cette évolution à destination du public français et francophone africain, mais aussi de contribuer à la réflexion en Afrique du Sud même: c'est ainsi qu'une recherche spécifique a été lancée dans des écoles utilisant le zoulou pour mieux identifier les difficultés techniques d'utilisation de cette langue comme support. Cela a nourri une contribution lors d'un atelier organisé à l'Université de Prétoria par le Center for Research in the Politics of Language (dir Vic Webb), avec le soutien de PANSALB, sur la nécessaire prise en compte de la variété du Gauteng dans la norme (à paraître dans un document de PANSALB), a débouché sur un projet de collaboration entre le CRPL & le laboratoire CNRS Llacan.

La traduction de la littérature, comme outil de promotion de la langue

Après une chute dramatique à la fin de l'apartheid, la production littéraire en langues africaines d'Afrique du Sud est renaissante, grâce notamment à des encouragements institutionnels; il est possible que celle-ci soit en train de s'émanciper de l'image négative que lui a valu son utilisation dans la politique linguistique divisive de l'apartheid. Mais cela ne résout ni le problème de marché, ni surtout celui de l'exposition.

C'est dans ce cadre qu'a été entreprise la traduction d'un roman zoulou contemporain. Le choix s'est porté sur le roman de MJ Mngadi, "Asikho ndawo, bakithi", (litt. on n'est nulle part, les mecs/ les amis; on ne peut s'en sortir), publié en 1996. La trame se déroule dans les années 80 à Mlazi, la grande township de

Durban: il raconte l'histoire d'une famille, les Dubazana, et leur quête désespérée d'un logement: chassés d'une zone rurale par les lois racistes de l'apartheid, ils s'installent à Durban où ils ne peuvent obtenir un logement de l'administration. Ils doivent donc sous-louer. Ils se retrouvent ainsi à la merci des propriétaires, et deviennent impuissantes victimes des violences couvertes par la guerre civile de l'époque. La narration est réaliste à l'extrême, et la cruauté des hommes exposée sans fard.

Ce travail est un véritable travail de recherche, qui nécessite une collaboration entre locuteurs natifs des deux espaces linguistiques, d'autant que la langue utilisée s'est révélée d'une grande richesse en expressions et en contenu culturel, en allusions historiques, etc - sans parler de sa complexité stylistique. Cela est aussi l'occasion de documenter un pan de l'histoire sociale d'une période récente peu connue du public français, à partir d'un texte authentique, et fournit des données linguistiques complémentaires à la description. Un tiers de l'ouvrage a été traduit jusqu'à présent, et la recherche documentaire tant dans les sources écrites qu'auprès de témoins de l'époque a été initiée. PANSALB, le Bureau du Livre et le SCAC de l'Ambassade de France à Pretoria ont apporté leur soutien.

Valorisation de la biodiversité, développement rural et écotourisme: Une goutte d'eau dans l'océan?

Par Renaud Lapeyre, doctorant,
e-mail : renaudlapeyre@noos.fr

Depuis la conférence de Rio en 1992, scientifiques et politiques s'accordent sur l'ampleur des dégradations écologiques à l'échelle de la planète. La déforestation massive, la destruction des écosystèmes et la disparition de nombreuses espèces ont fait prévoir la «sixième extinction de masse». Selon, O.E Wilson, père du concept de biodiversité, 27 000 espèces sont éliminées chaque année, sur 1.4 millions qui ont déjà été identifiées. Face à cette menace, la Convention sur la Diversité Biologique recommande la protection in situ des écosystèmes, la participation active et le développement des populations locales.

En Afrique australe, la colonisation et l'apartheid ont paupérisé les populations rurales et provoqué des destructions environnementales. Expropriées des meilleures terres et confinées dans des bantoustans ou réserves, les communautés ont surexploité les ressources naturelles communes. Les actuels conflits fonciers en Afrique australe mettent ainsi en lumière les luttes pour l'appropriation de ressources limitées dans un contexte de forte croissance démographique et de pauvreté.
Plus de la moitié de la population de la région vit dans les zones rurales : le pourcentage de population rurale en 2003 d'après l'UNICEF est en Afrique du Sud de 43%, en Namibie de 68%, au Mozambique de 64%, au Botswana de 48%, et au Zimbabwe de 65%). Cette population dépend pour sa survie de la terre, de l'élevage, de la pêche, de la faune et de la flore. Ainsi, la lutte contre la pauvreté rurale est indissociable de l'utilisation durable des ressources. Les pays d'Afrique australe possédant un riche capital naturel, la valorisation de la biodiversité par son exploitation et sa commercialisation avisée est considérée comme un nouveau levier de développement dans les pays pauvres.

En 1993, est lancé au Zimbabwe le programme CAMPFIRE (Community Areas Management Programme For Indigenous People). Suivront les programmes NRM (National Resources Management) au Botswana, CBNRM (Community Based Natural Resources Management) en Namibie en 1996, ADMADE (Administrative Management Design for Wildlife Management) en Zambie en 1997 et un programme similaire au Mozambique. En déléguant des droits d'usage des ressources naturelles (autrefois possédées et contrôlées par les gouvernements centraux) aux communautés locales, les états responsabilisent ces dernières et leur permettent de bénéficier des revenus tirés de ces ressources. Ainsi, experts et politiques espèrent inciter les populations rurales à préserver les écosystèmes qu'ils valorisent financièrement. Développement rural et conservation de l'environnement sont réconciliés au sein d'un processus de développement local durable, qui permet de « répondre au besoin du présent sans compromettre la capacité des générations futuresà répondre aux leurs ».

Les communautés rurales se réunissent en associations (conservancies, village councils, wards, etc..) et élisent un comité, votent une constitution et surtout mettent en œuvre des plans de gestion et d'utilisation des ressources naturelles sur leur territoire. La faune constitue ici un actif précieux. Ainsi, les communautés, maintenant usus-fruitières, peuvent-elles négocier des contrats de concession avec des entreprises de chasse au trophée. Cette activité est une source de revenus pour les populations rurales. En Namibie, en 2004, la chasse au trophée a rapporté 358 500 dollars US aux conservancies, où vivent 100 000 personnes. De plus, la viande est redistribuée aux habitants (pour une valeur de 88 000 US$ en 2004) et complète le régime alimentaire local.

Dans une région caractérisée par une faune et une flore abondante et endémique, des paysages spectaculaires et variées (le désert du Namib, le delta de l'Okavango, le parc Kruger, etc.) ainsi qu'un patrimoine culturel reconnu, l'écotourisme est une autre opportunité de valoriser la biodiversité et de bénéficier de la préservation des actifs naturels. Selon l'International Ecotourism Society, l'écotourisme est «une forme de voyage responsable dans les espaces naturels, qui contribue à la protection de l'environnement et au bien être des populations locales». Mais s'agit il d'un réel outil de développement économique et écologique durable ou bien d'une simple niche marketing dans un marché touristique saturé? La question doit être posée, si l'on veut éviter abus et déceptions.

Situées sur des terres privées, dans les parcs nationaux ou dans des zones rurales communales, les structures d'hébergement, les lodges, ont un impact économique, social et écologique sur les territoires concernés. Reconnaissant les droits des populations rurales à bénéficier de leurs ressources communes, les régulations enjoignent les entreprises privées opérant en zones communales à redistribuer la rente touristique aux communautés locales. Ainsi, de nombreux lodges en Afrique australe signent des accords de joint-ventures. Les lodges de Damaraland Camp, Serra Cafema et Twyfelfontein en Namibie, ou encore le Lodge Phumlani en Afrique du Sud aux bordures du parc Kruger, sont autant d'exemples. Dans les contrats, les communautés transfèrent aux opérateurs des droits d'usage exclusifs de la terre pour des activités touristiques. Les activités traditionnelles (récolte de bois, pâturage, chasse, etc.) sont proscrites dans ces zones réservées. En contrepartie, les opérateurs s'engagent à respecter un plan de management environnemental (validé par l'Etat), à verser à la communauté un pourcentage de leur chiffre d'exploitation et à embaucher en priorité des habitants du territoire. En Namibie, 565000 euros ont été versés aux conservancies en 2004, incluant 305 643 euros de rémunération aux 204 salariés à plein temps et 43 à temps partiel. La distribution de ces sommes est l'objet d'un vote lors de l'assemblée annuelle à laquelle participent les membres de la communauté. Ces sommes permettent de couvrir les coûts de contrôle des ressources via l'emploi de game guards. De fait, les éco-lodges contribuent activement à la préservation des écosystèmes en zones communales dans lesquels ils sont implantés.

Les aires protégées et parcs nationaux sont des zones conflictuelles dans lesquelles l'écotourisme est une solution. Dans un contexte de demande sociale de redistribution de terres autrefois expropriées afin de créer des parcs, les états développent des partenariats public-privé-communautés comme un vecteur de restitution des ressources. Ainsi, les Makuleke furent expulsés de leurs terres en 1969 afin de créer le parc Kruger. En 1998, l'administration leur restitue la zone, qui reste à l'intérieur du parc, avec interdiction d'y résider. Les Makuleke peuvent néanmoins valoriser leurs ressources en faisant appel à un opérateur privé pour l'ouverture d'un lodge de luxe. Des prévisions font état de revenus derives (loyer payé pour la terre et salaires) de 385 euros par an par famille, à comparer au salaire annuel moyen de 725 euros. Au Mozambique, une concession a été transférée au secteur privé dans le sanctuaire animalier côtier de Vilanculos. En contrepartie, l'opérateur doit employer des membres de la communauté locale et redistribuer une partie de ses revenus. Au Botswana dans le Kalahari central ou en Namibie aux périphéries du parc d'Etosha, les San demandent de même la restitution de leurs terres ancestrales, aujourd'hui transformées en réserves naturelles. L'écotourisme, par des structures de co-management, est un moyen écologiquement durable de dégager des ressources pour ces populations marginalisées et de réduire des conflits fonciers porteurs d'instabilité sociale.

Cependant, derrière ces exemples de réussite se trouvent des situations et des dynamiques très complexes. Les conflits sont nombreux pour s'approprier la rente touristique, une manne financière très importante et croissante. Des désaccords apparaissent quant aux contrats entre secteur privé et communautés. En Namibie, les cas de demande de renégociation ou de disputes concernant le non respect de clauses contractuelles sont assez nombreux. Au centre de ces conflits, l'accès à l'eau et aux pâturages et la part du chiffre d'affaire captée par la communauté. De même, les Makuleke sont en désaccord avec l'administration sur le niveau des quotas de chasse. Si le désaccord persiste, les incitations à la préservation des ressources pourraient ne plus faire le poids devant l'urgence de stratégies de survie.
Au sein même de communautés rurales moins homogènes qu'il n'y paraît, la redistribution intra-communautaire des revenus de l'écotourisme est problématique. Des études de terrain dans la conservancy Tsiseb en Namibie, montrent que peu sont ceux qui bénéficient directement des activités écotouristiques sur le territoire et de la valorisation de la biodiversité en général. La captation par les élites locales du processus de décision questionne le caractère démocratique du développement local.

Au vu des chiffres publiés, les résultats de ces programmes semblent limités, tant le défi de la pauvreté rurale est grand en Afrique australe. Cependant, dans ce contexte de vulnérabilité économique et de pandémie du Sida, les bénéfices tirés de la valorisation de la biodiversité sont un apport financier essentiel dans des économies rurales le plus souvent démonétarisées. L'acquisition de compétences et de réseaux professionnels au sein du secteur formel permettent d'accroître les capacités des habitants des zones rurales à élever leur niveau de vie. Il ne faut pas sous estimer l'effet de levier de développement local des programmes de gestion communautaire des ressources et de valorisation de la biodiversité par l'écotourisme. Grâce à ces revenus, les familles acquièrent du bétail, paient les uniformes d'école de leurs enfants ou parent à une urgence médicale.

Il est cependant essentiel de rééquilibrer les relations internationales qui régissent les rapports Nord-Sud au sein de la filière du tourisme et de fournir à chacun une juste rémunération. Tour-opérateurs au Nord, sous-traitants locaux et communautés doivent s'entendre pour réguler la filière. En complément de règles locales, une gouvernance globale doit émerger pour répartir équitablement les fruits de la forte croissance du tourisme. Sans quoi, les acteurs locaux et en particulier les communautés locales n'auront que peu de moyen de s'approprier une part de la rente touristique, résignés à ramasser les miettes d'un gâteau pourtant estampillé commerce équitable.

Les migrants mozambicains à Johannesburg. Appartenances, identifications et présence du politique

Par Dominique Vidal (Université de Lille3) e-mail :domvidal@aol.com

Cette recherche se donne pour objet d'étudier les formes d'appartenance et de construction identitaire des migrants mozambicains arrivés à Johannesbourg depuis la fin des années 1980, dans un contexte dominé par la guerre civile au Mozambique, l'affaiblissement progressif de l'apartheid et la transition à la démocratie. Si la présence de travailleurs mozambicains dans la région remonte à la fin du dix-neuvième siècle, leur installation en ville est en revanche récente. Et alors que le travail migrant est de longue date un thème de prédilection de l'anthropologie sociale en Afrique australe, la question des étrangers en ville n'a encore suscité qu'un nombre relativement limité de recherches dans les études sur la capitale du Gauteng.

Une mission exploratoire, réalisée du 25 juillet au 4 septembre 2005 en Afrique du Sud et au Mozambique, a permis de mieux cerner les questions qui susciteront une investigation spécifique. Celles-ci s'organisent autour de deux axes qui se rejoignent dans une interrogation commune sur les rapports entre les phénomènes migratoires, les dynamiques urbaines et la démocratie en Afrique du Sud.

Le premier axe concerne la présence du politique dans la construction des identités personnelles et collectives. L'on entend, d'une part, s'intéresser au type d'individualisme dont font preuve les migrants mozambicains à Johannesbourg. La spécificité des rapports sociaux dans les régions d'émigration et de l'insertion des Mozambicains dans l'économie urbaine semble susceptible de nourrir une contribution nouvelle aux débats sur les rapports entre individualisation et urbanisation en Afrique. L'ancienneté des migrations vers l'Afrique du Sud et la fréquence des mouvements de population dans le sud du Mozambique interdisent de raisonner en termes de crise de l'ordre communautaire sans autre forme de procès. Mais si l'individualisation est un phénomène ancien au sud du Mozambique, on fait l'hypothèse que les changements socio-politiques intervenus dans les deux pays depuis une quinzaine d'années lui ont donné un sens nouveau.

L'étude des formes de la vie en ville des Mozambicains s'inscrit dans ce questionnement sur la construction identitaire. La prégnance du politique y est aussi manifeste. Il convient en particulier de se demander quelles sont les conséquences de l'urbanisation sur le rapport au politique et si le sens de l'appartenance à un groupe ethnique se maintient en ville. Ou, en d'autres termes, dans quelle mesure vivre en milieu urbain en étant exposé à la xénophobie amène à se penser plutôt comme étranger que comme membre d'un groupe ethnique. Les premiers matériaux que j'ai réunis à ce sujet suggèrent par exemple une dynamique d'identification différente de celle repérée dans les zones rurales à la frontière du Mozambique et de l'Afrique du Sud, où, en raison de l'opposition entre les Sothos et les Shangaans, les migrants mozambicains s'identifient à ce second groupe ethnique avant de se penser comme des Mozambicains.

Le second axe renvoie au sens de l'appartenance et aux rapports entre espaces et identités. On envisagera la façon dont les migrants mozambicains se rapportent à la société sud-africaine. L'on cherchera également à décrire précisément ce qui permet à des individus en situation éminemment précaire d'exister et d'échanger. Plusieurs auteurs ont à juste titre souligné la faiblesse de l'identification des migrants africains à la société sud-africaine et à la ville de Johannesbourg, mais sans chercher néanmoins à étudier en profondeur les formes concrètes de leur participation sociale. Quelle que soit la vulnérabilité de ces migrants, on ne peut en effet faire comme s'ils ne possédaient aucune inscription sociale et spatiale, n'y vivaient et n'y travaillaient pas, sauf à les considérer comme de simples grains de sable exposés au vent. Et seule une connaissance de leurs pratiques peut permettre de véritablement comprendre leur expérience en ville, et les rapports qu'ils établissent avec les autres migrants, les Sud-africains et les institutions.

Il semble en outre intéressant de réfléchir à l'ethnicité mozambicaine qui s'est développée en Afrique du Sud, et d'étudier à cet effet les relations entre les Mozambicains ayant acquis la nationalité sud-africaine et les autres Mozambicains, en situation légale ou sans-papiers. Notre attention se portera en particulier sur les efforts de construction d'une " communauté mozambicaine " par des acteurs politiques. La singularité du cas du Mozambique et des flux migratoires récents vers Johannesbourg peut là encore offrir un apport original aux débats sur le transnationalisme. Car si le travail migrant organisé vers les mines a sans aucun doute longtemps structuré ces flux transfrontaliers et joue toujours un rôle important dans les imaginaires de la migration, les dynamiques actuelles procèdent d'autres logiques qui n'ont pas encore reçu toute l'attention qu'elles méritent.

Pour répondre à ces questions, on mènera plusieurs enquêtes. Celles-ci reposeront sur des histoires de vie, des récits de pratiques et une approche ethnographique du terrain. Dans le prolongement du travail entrepris, la première portera sur les hawkers du downtown Johannesburg. Il s'agira de décrire au plus près leur parcours et leur expérience au travail et dans la ville. Cette enquête permettra en outre de recueillir des matériaux pour participer aux débats sur l'inner-city de Johannesbourg. Une seconde enquête s'intéressera aux entrepreneurs ethniques qui cherchent à organiser une communauté. Enfin, une troisième enquête s'emploiera à reconstituer les réseaux migratoires. On enquêtera à cet effet sur plusieurs sites en Afrique du Sud et au Mozambique afin d'aller de l'échelon individuel vers des niveaux plus organisés.

bureau du CNRS à johannesburg

Le CNRS est le plus important organisme de recherche européen avec 26.000 employés dont 12.000 chercheurs et 14.000 ingénieurs, techniciens et administratifs. Suite à la réforme complète de l'établissement, les départements scientifiques ont été modifiés. Il y a maintenant quatre grands départements et deux départements transversaux ainsi que deux instituts. Des Directions Inter Régionales ont également été instituées.

Dans le même temps un nouvel organisme national, l'Agence National de la Recherche (ANR) a été mis en place. Cet organisme procède à des appels à projets auxquels tous les organismes de recherche français peuvent répondre, les projets retenus sont alors financés par l'ANR. Pour une vison complète de l'organigramme : www.cnrs.fr

Depuis 1996 le bureau du CNRS travaille au renforcement des relations avec les scientifiques africains. En 2002 le bureau s'est installé à l'IFAS à Johannesburg et est devenu un bureau régional en contact avec la direction du CNRS à Paris et nos partenaires en Afrique sub-saharienne et dans l'Océan Indien. L'Afrique du Sud est notre principal partenaire mais nous entretenons de nombreux contacts avec les 45 pays de la zone.

Depuis juin 2005 un chercheur CNRS, François-Xavier Fauvelle Aymar, mis à disposition de l'IFAS est venu renforcé les actions en Sciences de l'Homme et de la Société.

L'idée d'utiliser le CNRS comme un lien entre l'Afrique du Sud et l'Afrique francophone est un point clé des collaborations futures.

Pour l'avenir, en association avec nos partenaires sud-africains, 5 programmes prioritaires ont été définis:

- L'eau
- Le rayonnement Synchrotron
- Les changements globaux et la biodiversité
- Les substances naturelles
- L'archéologie et la paléontologie

Les évènements à venir en 2006 (prévisions) :

9 au 14 janvier:	Congrès de paléontologie à l'Université de Wits (Johannesburg)
12 janvier :	Réunion P2R eau et STIC Afrique au Department of Science and Technology
23 au 25 janvier:	Mission Madagascar
06 au 08 février:	Mission Namibie (renouvellement des accords de coopération CNRS/UN)
09 au 11 février:	Mission Botswana
22 au 24 février:	Rock Art Symposium (Kimberley)
06 au 12 mars:	Mission Maurice
Mars (date à définir) :	Atelier franco sud africain sur les applications du rayonnement synchrotron (iThemba Labs, Cape Town).
13 et 14 mars:	Lancement STIC Afrique (Cape Town)
27 mars au 02 avril:	Ecole d'été sur les nanomatériaux organisée par le CNRS à Tsitsikamma Lodge (Eastern Cape)
24 au 30 avril:	Atelier franco malgache organisé par le CNRS sur les substances naturelles (Antananarivo)
03 au 05 mai:	IST-Africa, fracture numérique CSIR (Pretoria)
29 au 31 mai:	Ethics in Africa (Cape Town)
17 au 23 juillet:	16ème congrès international de sociologie (Durban).
07 au 09 août:	Congrès d'archéologie maritime (Mossel Bay)
31 août :	Départ de William Mourey et remplacement par un autre représentant du CNRS à partir du 1er septembre. Les coordonnées du Bureau restent inchangées.

Contact : William MOUREY
Représentant du CNRS en Afrique sub-saharienne et dans l'Océan Indien
P.O. Box 542, 2113 Newtown, South Africa
66 Margaret Mcingana Street, Newtown
Tel: +27 (0)11 836 0561 Fax: +27 (0)11 836 5850 Courriel : cnrs@ifas.org.za

l'equipe de l'IFAS-recherche

Directrice scientifique: Aurelia WA KABWE-SEGATTI

Les chercheurs

- Chercheur CNRS mis à disposition: François-Xavier FAUVELLE-AYMAR, historien, chercheur à l'institut d'Etudes Africaines de l'Université de Provence
- Doctorants-boursiers de recherche : Nicolas PONS-VIGNON (EHESS, Paris) et Vincent DARRACQ (CEAN, Bordeaux)

Le personnel administratif

- Webmestre/Bibliothécaire: Werner PRINSLOO
- Traducteur: Laurent CHAUVET
- Secrétaire: Mathy BAFAYA-BOMBUTSI
- Chargé de communication: Nuno AFONSO

L'IRD en bref

L'IRD *(http://www.ird.fr)* est un établissement public à caractère scientifique et technologique, placé sous la double tutelle des ministères chargés de la Recherche et de la Coopération. Il a pour mission spécifique de contribuer à la recherche pour le développement durable des pays du Sud, en partenariat avec les institutions de ces pays.

Les missions de l'IRD s'articulent entre la recherche, la formation et l'expertise.

Les activités sont menées dans 83 unités de recherche ou de service, dont un grand nombre sont des unités mixtes (UMR) incluant des équipes de l'IRD, de l'Université et d'autres établissements publics de recherche. Les domaines thématiques couvrent les sciences de l'univers, les sciences de l'environnement, les sciences biologiques, les sciences de la santé et les sciences humaines et sociales.

Le budget annuel de l'établissement est de l'ordre de 200 millions d'euros. Il emploie près de 800 chercheurs, 800 ITA (Ingénieurs, Techniciens, Administratifs) et 600 personnels permanents de recrutement local. L'IRD dispose de 34 centres et représentations dans le monde. Une représentation légère pour l'Afrique du Sud est hébergée à l'IFAS.

L'IRD est représenté en Afrique du Sud depuis 1995 (lindafsup@iafrica.com) et mène des programmes de recherche et de formation en partenariat avec des Universités ou des institutions de recherche de ce pays. Les principaux domaines de recherche en cours concernent l'océanographie (prenant en compte le double aspect du climat et de la gestion des stocks de poisson), la modélisation des systèmes complexes, la gestion intégrée des ressources en eau, l'hydrologie, les ravageurs de la canne à sucre et la géographie urbaine.

Perspectives…

La France et l'Afrique du Sud vont renforcer leur collaboration en matière de recherche en Sciences et Technologies de l'eau.

A cette fin, sous l'ombrelle du Ministère des Affaires Etrangères de la France et du Department of Sciences and Technologies (DST) de la République d'Afrique du Sud, un réseau de compétences appelé South African French Centre for Water Sciences and Technologies (SAFeWater) a été lancé au cours d'un atelier qui s'est tenu à Johannesburg les 30, 31 mai et le 1 juin 2005.

Le coordonnateur sud-africain est la Water Research Commission (WRC) et le coordonnateur français l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

Une douzaine de scientifiques français, originaires des principales centrales de recherche dans le domaine de l'eau (Cirad, Cemagref, CNRS, IRD, Universités) et un nombre équivalent de chercheurs sud-africains se sont réunis en brain-storming pour préparer des projets de collaboration scientifique sur 3 thèmes identifiés, à savoir hydrométéorologie, salinité & assainissement et gestion sociale de l'eau. Un programme de Recherche en Réseau (P2R), matérialisé par un appel à propositions bilatérales conjointes sera initié début 2006.

Contact : Jean-Marie FRITSCH
Représentant IRD Afrique du Sud
c/o IFAS, PO Box 542,
Newtown, 2113 Johannesburg, South Africa
Tel : 27 (0)11 836 05 61 / 05 64 Fax : 27 (0)11 836 58 50
Courriel: irdafsud@iafrica.com

IFAS rappel historique et mission

L'Institut Français d'Afrique du Sud, créé en 1995 à Johannesburg, assure la présence culturelle française en Afrique du Sud. Il est également un organisme de recherche en sciences sociales et sciences humaines dépendant du ministère des Affaires étrangères et destiné à stimuler et à soutenir les travaux universitaires et scientifiques français sur l'Afrique du Sud et l'Afrique australe et à contribuer à l'émergence de programmes fondés sur des équipes mixtes.

Sous l'autorité de son conseil scientifique, l'IFAS-Recherche participe à l'élaboration et la direction de programmes de recherche en partenariat avec des institutions universitaires ou d'autres organismes de recherche dans les différentes disciplines des sciences sociales et humaines. L'Institut apporte également son soutien aux chercheurs travaillant sur la région pour l'octroi de bourses et de subventions de recherche et appuie les échanges scientifiques avec ses partenaires d'Afrique australe. L'Institut gère une bibliothèque spécialisée, aide à la publication des résultats de recherche et organise des colloques et conférences.